

Crédits aux sociétés non financières Août 2017

27 septembre 2017

Les crédits à l'équipement accélèrent toujours

En août 2017, les crédits à l'équipement accélèrent toujours (+ 7,4 %, après + 7,2 % en juillet et + 6,3 % en juin). En revanche, les crédits de trésorerie ralentissent en août (+ 3,1 %, après + 3,6 %), en partie suite au remboursement d'un emprunt ponctuel d'un grand groupe industriel. En moyenne sur les trois derniers mois, les flux des crédits de trésorerie se maintiennent à un niveau un peu inférieur à 2 milliards d'euros. Les crédits immobiliers se développent à un rythme inchangé (+ 3,6 %). Au total, le taux de croissance annuel des crédits aux sociétés non financières est quasi inchangé (+ 5,0 %, après + 5,1 %).

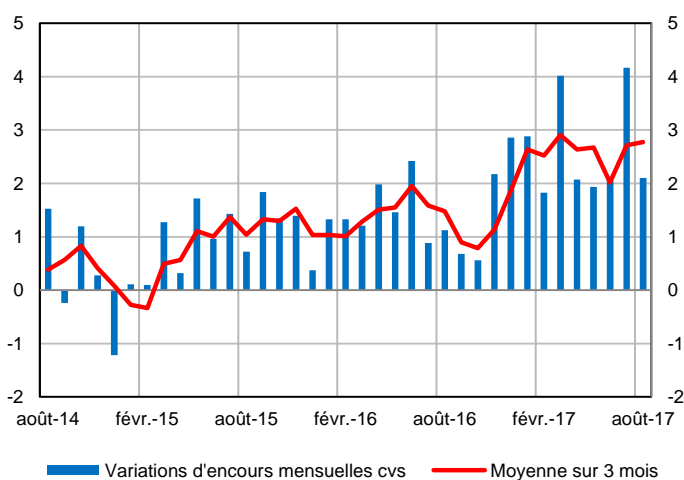
Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut		
	Août-17	Juin-17	Juil.-17	Août-17
Total	940	3,9	5,1	5,0
Investissement	664	5,2	5,7	5,8
Équipement	397	6,3	7,2	7,4
Immobilier	267	3,7	3,6	3,6
Trésorerie	218	0,2	3,6	3,1
Autres	58	3,7	4,1	3,4

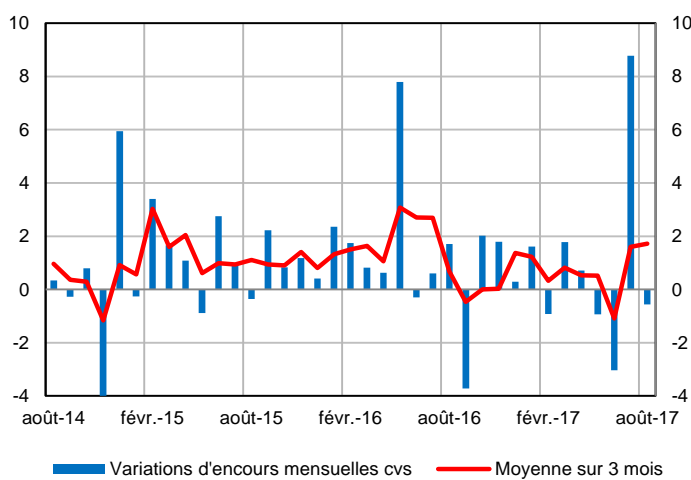
Variations d'encours mensuelles de crédits à l'équipement (données cvs-cjo)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



Variations d'encours mensuelles de crédits de trésorerie (données cvs-cjo *)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



* Les flux nets mensuels cvs-cjo des autres crédits aux SNF sont répartis entre investissement et trésorerie au prorata de leurs encours.

Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels.

Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevaletur euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.